

PRÉAVIS N° 13

AU CONSEIL COMMUNAL

Harmonisation des registres

Demande d'un crédit de fonctionnement de CHF 95'000.-
TTC

Délégué(e) municipal(e) : M. Claude Uldry

Nyon, le 15 août 2011

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

I. Introduction

En novembre 2006, la nouvelle Loi fédérale sur l'harmonisation des registres est entrée en vigueur. La loi cantonale d'application pour le canton de Vaud est quant à elle entrée en vigueur le 1^{er} mai 2010. Ces deux lois mettent en place un registre informatique des personnes au niveau fédéral et cantonal, qui est utilisé non seulement pour les recensements fédéraux de la population, mais également comme base de référence pour les impôts et éventuellement la future cyberadministration.

Concrètement ces nouvelles lois imposent au Contrôle des habitants de la Ville de Nyon de gérer des attributs supplémentaires dans leur base de données : le nouveau numéro AVS, le numéro du bâtiment (nommé « EGID ») et le numéro de logement (nommé « EWID ») où réside chaque habitant.

Le nouveau numéro AVS ainsi que le numéro du bâtiment ont été ajoutés dans la base de données du Contrôle des habitants à la fin de l'année 2010, comme demandé par le Canton et la Confédération. Grâce aux données du Système d'information du territoire (SIT), ce travail a pu être fait par les ressources internes des services.

Il nous faut maintenant ajouter dans la base de données du Contrôle des habitants tous les numéros de logement, d'ici fin 2012. Ce travail fait l'objet de ce préavis.

2. Description du projet

Afin d'ajouter à la base de données du Contrôle des habitants le numéro de logement, plusieurs solutions sont possibles :

- Confier un mandat à la poste, qui numérote alors les logements et fournit un fichier des données en retour, qui peut être importé dans les données du Contrôle des habitants. Le coût de cette solution est d'environ CHF 130'000.-, auquel il convient d'ajouter le travail de coordination interne et le travail de vérification / correction des données cantonales des logements ou des noms de personnes erronés de la Poste.
- Utiliser les données des Services industriels : pour les besoins de la facturation, ceux-ci disposent dans leur application ISE d'une identification de chaque logement individuel, qui leur permet de savoir quel compteur électrique est associé à chaque habitant.
- Utiliser les données des régies immobilières complétées par des relevés par le terrain.

Dans le cas de la Ville de Nyon, nous disposons facilement de données des Services industriels, puisque ces derniers font partie de l'Administration communale. De plus ces données sont toujours à jour et fiables, notamment parce qu'elles se basent sur les adresses officielles de la Ville, ce qui facilite les mises en correspondance.

Par conséquent, nous utiliserons au maximum les données des Services industriels pour déterminer l'EWID pour chaque ménage. Les données des bâtiments et logements des Services industriels devront être mises en correspondance avec les données du Registre cantonal des bâtiments (RCB), et ces dernières devront, si nécessaire, être corrigées ou complétées. Le numéro de logement pourra ensuite être saisi dans l'application de gestion du Contrôle des habitants.

Grâce à l'utilisation des données des Services industriels, une partie des numéros de logement pourront donc être déterminés de manière facile. Pour les autres cas, nous devons demander des renseignements supplémentaires aux régies ou directement aux habitants concernés.

L'utilisation des données des Services industriels est acceptable du point de vue de la protection des données, puisque la Loi cantonale sur l'harmonisation des registres précise à

l'article 12 que : « Jusqu'au 31 décembre 2012, les services industriels, les régies immobilières et tout autre prestataire de services tenant des registres sont tenus de mettre gratuitement à disposition des communes les données dont elles ont besoin pour procéder à l'apurement du registre cantonal des bâtiments selon les directives de l'OFS. »

La variante de sous-traitance à la Poste n'a donc pas été retenue.

3. Incidences financières

Pour les 11'000 ménages de la Ville, nous estimons le travail à cinq minutes par logement dans les cas simples, et à trente minutes par logement dans les cas complexes. Le travail à faire est donc estimé à environ quinze mois de travail.

Pour réaliser ce travail de saisie et de vérification des adresses, la Ville de Nyon souhaite engager un ou plusieurs opérateurs de saisie pour une durée de 15 mois au total.

Le coût total est estimé à CHF 95'000.-.

4. Aspects du développement durable

4.1. Dimension économique

La mise à jour du numéro de logement dans les bases de données du Contrôle des habitants est une obligation légale. La Ville de Nyon doit donc se doter des moyens nécessaires pour réaliser ce travail. L'utilisation des données des Services industriels et l'engagement d'un opérateur de saisie sont la solution la plus économique.

4.2. Dimension sociale

Ce projet peut être délicat au niveau de la protection des données personnelles, cependant les lois fédérales et cantonales nous demandent clairement d'aller de l'avant. Toutes les mesures seront prises pour que les informations collectées soient traitées avec discrétion.

4.3. Dimension environnementale

Grâce à des registres des personnes et des logements à jour, tous les acteurs disposeront d'informations importantes pour la planification énergétique, par exemples les statistiques sur les types de chauffages des bâtiments.

5. Conclusion

La Ville de Nyon se doit de répondre aux exigences légales formulées par le Canton et la Confédération sur l'harmonisation des registres, qui demandent que tous les numéros de logements soient renseignés d'ici fin 2012.

Pour réaliser ce travail, la Ville de Nyon a besoin d'engager un ou plusieurs opérateurs de saisie pour une durée d'environ 15 mois, et un coût total de CHF 95'000.- TTC (charges sociales comprises).

NYON · PRÉAVIS N° 13 AU CONSEIL COMMUNAL

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous demande, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de prendre la décision suivante :

Le Conseil communal de Nyon

vu le préavis N° 13 « Harmonisation des registres. Demande d'un crédit de fonctionnement de CHF 95'000.- TTC »,

ouï le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,

attendu que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'accorder à la Municipalité un crédit de fonctionnement de CHF 95'000.- TTC pour réaliser les travaux nécessaires pour l'harmonisation des registres
2. d'ajouter cette dépense de CHF 95'000.- sur les comptes 620.3112 et suivants du budget 2012.

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 15 août 2011 pour être soumis à l'approbation du Conseil communal.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le Syndic :

D. Rossellat



La Secrétaire a.i.:

V. Preti

1^{ère} séance de la commission

Municipal délégué	M. Uldry
Date	7 septembre 2011 18h30
Lieu	Ferme du Manoir, salle de conférence 1